L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Cinquième année - N° 198 - Vendredi 10 septembre 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F

Salam, Shalom



Philippe Lechien

CETTE SEMAINE

POLITIQUE INTERIEURE

2 *La riposte des socialistes*
3 • *Université d'été : les militants préparent l'avenir*
• *Editorial : Michel Rocard*
4 *Claude Estier*
5 *Election législative partielle en Loire-Atlantique*
6 • *Droit d'asile et Conseil d'Etat*
• *Faut-il vraiment réviser la Constitution ?*
7 *OM-Valenciennes : les pyromanes pompiers*

POLITIQUE ET SOCIETE

8 • *La baisse des impôts, de qui se moque-t-on ?*
• *La neuvième conférence nationale Entreprises*
9 *Bonneuil : le collège joue et gagne l'intégration*
10 *Un monde associatif adulte et responsable*
11 *Courrier*

POLITIQUE INTERNATIONALE

12 *Les socialistes européens à l'offensive*
13 *Proche-Orient : Salam... shalom... la paix, enfin*

INVITE

15 *Ilan Greilsammer*

POLITIQUE INTERIEURE

RENTREE POLITIQUE

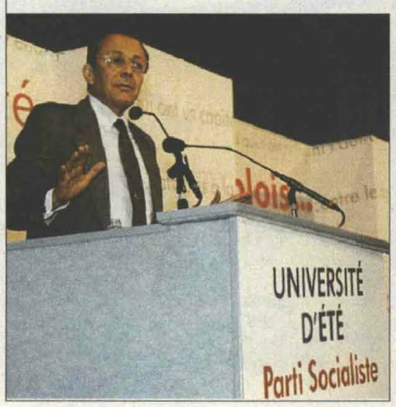
la riposte des socialistes

La popularité de Balladur n'empêche pas les socialistes de dénoncer le conservatisme de la politique de la droite. A La Rochelle, les responsables du PS ont donné le ton d'un discours d'opposition.

Traditionnellement, la rentrée est difficile pour le pouvoir. Cette année, elle est délicate pour l'opposition en raison de la prolongation surprenante de l'état de grâce dont jouit Edouard Balladur. Encore faut-il relever que c'est davantage la personnalité du premier ministre que sa politique qui est appréciée par les Français. Face à la situation paradoxale qui voit Balladur progresser dans les sondages alors qu'il prend des mesures économiques et sociales qui devraient être impopulaires, les socialistes éprouvent du mal à trouver leurs marques. Mais ils ne sont pas muets pour autant.

BATAILLE CULTURELLE

Lors de l'université d'été du PS, les socialistes n'ont guère fait de cadeaux à la droite. Dénonçant le "conservatisme social" du gouvernement dont les orientations "creusent les injustices, restreignent la consommation et aggravent encore la récession", Michel Rocard s'est attaqué à la loi quinquennale pour l'emploi : "D'une manière générale, aucune contrepartie n'est demandée au patronat, rien n'est proposé au syndicalisme et l'effort essentiel est simplement demandé aux salariés, tandis que des restrictions notables sont apportées à l'exercice des droits syndicaux dans les PME-PMI. Autant de mesures dont on ne voit vraiment pas en quoi elles aideront la création d'emplois. Ce gouvernement tire sur les acquis sociaux, mais il le fait avec un pistolet équipé d'un silencieux."



Pour Pierre Moscovici, Balladur a commis trois erreurs : "Il s'est trompé dans son diagnostic : ce n'est pas une crise de l'offre mais de la demande. Ensuite, il pratique une politique de déflation. Enfin, il commet une erreur européenne : il fait comme s'il avait un projet européen alors qu'il n'en a pas. Cette politique échouera car elle manque d'ambition à propos de l'emploi et qu'elle est d'une grande orthodoxie sur le plan financier." Quant à Dominique Strauss-Kahn, il est catégorique : "La politique gouvernementale aggrave notre situation. Elle nous tire vers la récession." Henri Emmanuelli sonne la charge contre le libéralisme : "Il faut opposer à la logique de la déréglementation celle du retour à la régulation. Les socialistes doivent défendre les acquis sociaux, les salariés, et mener un combat contre la déflation salariale. Se livrer à la critique du libéralisme, c'est se heurter au système culturel dominant qui repose sur l'individualisme. Nous devons livrer une bataille culturelle. Et j'espère que les assises de la gauche se feront sur ce thème-là." Enfin, Gérard Lindeperg s'en prend à l'action de Charles Pasqua : "Pour faire oublier le chômage et les retraites, Pasqua organise la diversion par l'agitation et la démagogie. Jugeons sa politique en fonction des principes et des droits de l'homme, mais aussi des critères d'efficacité. Non seulement elle est attentatoire aux droits de l'homme, mais elle n'est pas efficace, et elle est dangereuse car, à terme, elle prend le risque d'allumer des tensions ethniques et de dresser une partie des habitants contre une autre."

Le PS entend se mobiliser contre la politique de Balladur. Une campagne d'affichage sera lancée dans une semaine, mettant à contribution les fédérations et les sections. Malgré l'effet Balladur, les socialistes doivent continuer à tracer leur sillon, à prendre date. En sachant qu'ils ne recouvreront véritablement leur crédibilité et ne pourront être totalement entendus par l'opinion que lorsqu'ils se seront dotés d'un projet. Ce qui devrait être fait lors du congrès de fin octobre.

Jean-Pierre Bedéï

Coll. Fondation Jaurès



UNIVERSITE D'ETE

les militants préparent l'avenir

Loin des déclarations médiatiques et des querelles internes, l'université d'été du PS a été caractérisée par un travail de fond dans une ambiance conviviale. Les stagiaires ont apprécié.

Quelles sont les préoccupations des militants à mi-chemin entre les Etats généraux et le congrès ? Comment vivent-ils la convalescence du PS amorcée à Lyon ? L'université d'été qui, organisée par le secteur Formation, s'est tenue à La Rochelle le week-end dernier, a permis de prendre le pouls du Parti et de répondre à ces questions.
L'importante fréquentation -près de quatre cents personnes- confirme le succès des Etats généraux. Loin de s'avouer vaincus par la droite, les militants cherchent au sein du PS à se doter des moyens intellectuels et politiques de la reconquête.
Moins médiatisée que les précédentes, cette université d'été a permis aux stagiaires de travailler davantage sur le fond, en dehors des arrière-pensées de courant. Centrée sur le thème des solidarités, elle a produit des débats denses, voire passionnés (le temps de travail, la maîtrise de la croissance des dépenses de santé), dont de nombreux participants ont reconnu publiquement la qualité. Très rares étaient ceux qui, comme Martine (Val-de-Marne) se disaient déçus : "Je suis scandalisée par l'absence des éléphants. C'est le grand désert. En outre, il n'y a pas de message idéologique ni de programme. Si notre encadrement n'est pas capable d'insuffler un discours plus optimiste, nous ne sommes pas prêts de refaire surface." Patience ! Ces journées rochelaises n'avaient pas pour but de fournir un projet au PS mais de contribuer à l'élaborer. Les orientations définitives seront arrêtées lors du congrès d'octobre.

REUSSIR LE CONGRES

Venu en voisin, l'ancien député de Vendée, Pierre Metais, affichait plutôt une grande satisfaction : "C'est la première fois que je participe à une université d'été. Je la trouve très bien conduite. Les discussions sont enrichissantes et de haut niveau. Tous les sujets importants y sont abordés. L'esprit est convivial. C'est encourageant pour l'avenir." Quelle stratégie adopter pour contrer la droite ? "Nous sommes contraints d'avoir un profil assez bas sans pour autant baisser pavillon, répond-il. La cote de Balladur nous oblige à une critique non systématique mais argumentée de son action. Avons-nous une politique de rechange ? C'est encore un peu tôt. Mais le PS a besoin de se renforcer le plus vite possible, de redevenir la formation majoritaire à gauche avant de se préoccuper de la présidentielle."

Astuces

La question à poser au Conseil d'Etat était simple : "Peut-on, sans réviser la Constitution, assurer effectivement l'application des accords de Schengen et refuser toute entrée aux demandes abusives d'asile politique ?" La réponse aurait été affirmative mais, désavouant Charles Pasqua et Edouard Balladur, elle aurait mis le gouvernement dans l'embarras. Qu'à cela ne tienne, on pose donc au Conseil d'Etat une question toute différente qui, en langage clair, pourrait être rédigée ainsi : "La France peut-elle, sans révision de la Constitution, refuser par avance le droit d'asile, même justifié, à quiconque se trouvera sur le territoire d'un pays signataire de Schengen ?"
Aucune différence n'est donc plus faite entre les demandes fondées et les demandes manifestement infondées, celles qui posent vraiment problème. En les mettant toutes dans le même sac, on aboutit, contrairement à ce qu'avait promis Edouard Balladur, à mettre effectivement en cause le droit d'asile, ce qui, évidemment, supposerait une réforme préalable de la Constitution.
Et voilà comment, pour s'être égaré sur un mauvais chemin et n'avoir pas voulu le reconnaître, ce gouvernement est contraint à des astuces qui seraient subalternes si elles ne menaçaient à nouveau, et sans aucune utilité, un des principes qui ont fait la grandeur de la France, terre de liberté. Ce gouvernement est, dit-on, digne et modéré. Que serait-ce s'il n'était ni l'un ni l'autre ?

M. Rocard

Soutenez votre presse, diffusez-la, offrez des abonnements

Et... un "Vendredi" par famille, cela devrait suffire, non ? Alors, si vous recevez plusieurs exemplaires, signalez-le nous (renvoyez-nous les bandes-adresse).

Pour de nombreux militants, le souci majeur était de réussir le congrès d'octobre. "J'aimerais bien qu'il ne soit pas un écran de fumée, qu'il ne soit pas unanimiste, explique Geneviève (Loire-Atlantique). J'ai envie que la gauche devienne adulte. Il faut que les courants se reforment, mais sur des idées et non à partir d'écuries présidentielles. Nous devons retrouver une démarche de sincérité et d'honnêteté intellectuelle."

Même tonalité dans les propos d'Alain (Morbihan) : "Nous devons reconstruire un PS divers et unitaire et faire en sorte que la dynamique qui a intégré les sympathisants lors des Etats généraux se poursuive afin de ne pas laisser ces nouvelles forces sur le bord du chemin. Les réformes statutaires vont dans ce sens. Mais j'ai peur que les sympathisants les jugent insuffisantes.

Or, il faut absolument faire un congrès qui soit le reflet de ce qui s'est passé à Lyon. Quand je vois les signataires des motions, je retrouve beaucoup d'anciens.

Certes, ils ne pouvaient pas disparaître totalement, mais je me demande si le renouvellement des instances nationales sera sensible."

Pour Jean-Pierre (Mayenne), il convient de préparer l'avenir à moyen terme : "Il faut élaborer un projet qui tienne compte des réalités du chômage et le faire passer dans l'opinion pour répondre à l'attente de celle-ci dès que l'état de grâce de Balladur sera achevé. Lors des Etats généraux, nous avions l'impression de coller à la réalité. Depuis, les responsables nationaux semblent tenir à nouveau un discours un peu déconnecté."

L'HUMANISME DE LA GAUCHE

Michèle et Michel étaient venus du Nord. Ils travaillent dans l'enseignement. Elle est surtout préoccupée par la situation économique et sociale : "Ce qui m'intéresse, c'est l'avenir de nos enfants, et notamment la question du chômage. Ici, dans les débats, j'ai trouvé des éléments de réponse encourageants. J'ai appris qu'on pouvait créer des emplois en matière d'environnement et qu'on pouvait indemniser l'emploi plutôt que le chômage. Cela prouve qu'il y a des solutions. A droite, il n'existe pas de projet. Le PS doit exploiter le potentiel que constituent ses militants de base."

Quant à Michel, il est rassuré par la réaffirmation d'une des caractéristiques du discours des socialistes : "Les intervenants ont toujours souligné l'aspect humain des problèmes sans pour autant céder à la facilité. Or, à droite, cet humanisme est absent comme si l'économie pouvait régler toutes les questions." Enfin, Noël, chomeur de la Creuse, continue à se battre et à garder son idéal : "Je m'efforce de créer mon entreprise et de monter une association des artistes de la région. J'essaie de travailler pour les exclus, les SDF. Je milite car je suis un homme de terrain. Je crois au partage. Il faut aller vers les gens et ensuite, ils viendront vers nous. Les militants doivent être formés. Et cette université d'été répond tout à fait à ce qu'on pouvait attendre dans ce domaine."

J.P.-B.

Claude Estier

4 sept. Que pèse dans la vie du monde ce pitoyable feuilleton autour de l'Olympique de Marseille par lequel, jour après jour, radios et télévisions "ouvrent" leurs journaux ? A-t-on perdu à ce point la notion de hiérarchie des événements et est-on certain que cette sombre affaire intéresse à ce point l'opinion publique à l'heure où celle-ci retrouve les soucis de la rentrée ou encore, si elle voit plus loin que l'Hexagone, se passionne pour la marche vers la paix au Proche-Orient ? La presse écrite respecte en général un meilleur équilibre dans ses informations. Mais il y a lontemps qu'elle ne fait plus le poids face au matraquage audiovisuel.

5 sept. • Plusieurs commentateurs se complaisent à souligner que la cohabitation entre François Mitterrand et Edouard Balladur embarrasse le Parti socialiste. Ce n'est pas tout à fait faux mais sa rupture, si elle se produisait, serait encore plus lourde de conséquences alors que le Parti, malgré son redressement depuis les Etats généraux de Lyon, n'est pas encore en état de se faire entendre. Or, il est clair que certains, dans la majorité et même au gouvernement, souhaitent ouvertement cette rupture. L'acharnement de Charles Pasqua à prôner un référendum alors qu'il sait fort bien que le président de la République le refusera n'a pas d'autre objet. Toute cette affaire de la révision constitutionnelle a d'ailleurs été gonflée, au grand dam du premier ministre, qui n'avait pas besoin de cet embarras supplémentaire, par les plus durs du RPR, y compris Jacques Chirac qui croit trouver là un moyen de pression sur Balladur.

Face à cet embrouillamini, fallait-il partir en flèche ? Les intervenants à l'université d'été de La Rochelle, Michel Rocard en tête, ont sagement jugé que non. Estimer inutile la révision demandée par Pasqua ne signifie pas qu'elle vaille d'engager une bataille dont les Français apprécieraient mal la signification. C'est d'abord sur le terrain économique et social que le Parti socialiste doit retrouver sa voix et c'est tout l'enjeu du congrès d'octobre.

• Tandis que Chirac, à Strasbourg, agite les bras pour répondre à l'enthousiasme frénétique de ses partisans, le journal télévisé montre Balladur décorant tranquillement, à Deauville, un capitaine de gendarmerie. Deux hommes, deux styles...

6 sept. Revenons à ce qui compte d'abord. De grands progrès semblent avoir été accomplis depuis une semaine sur le chemin de la paix entre Israël et les Palestiniens. On les doit avant tout au courage de deux hommes à qui il ne manque plus que de se rencontrer physiquement : Shimon Peres, qui est venu en France expliquer, en particulier à François Mitterrand, comment les choses s'étaient passées, et Yasser Arafat, infatigable voyageur qui, de Tunis au Caire et du Caire à Damas, paraît avoir convaincu à la fois les siens et ses amis arabes, que l'option "Gaza-Jericho d'abord" était plus riche d'avenir pour ses compatriotes que la poursuite d'une lutte sans issue.

Certes, les obstacles demeurent nombreux, à commencer, bien sûr, par l'acharnement de ceux qui, de chaque côté, refusent tout compromis avec l'ennemi d'hier. Ils peuvent être dangereux mais ils ne sont plus dans le sens de l'histoire. L'aspiration à la paix est aujourd'hui trop forte -le démontrent aussi bien la manifestation monstre, samedi, à Tel-Aviv, que les échos recueillis parmi la population palestinienne de Gaza- pour que le processus soit réversible. Mais il faut le protéger. Ce doit être le rôle des grandes puissances, des Etats-Unis comme de l'Europe, d'aider à sortir de la misère les territoires qui vont être libérés. Israéliens et Palestiniens attendent en particulier beaucoup de la France qui, depuis longtemps, a su maintenir le dialogue avec les uns comme avec les autres. N'y manquons pas. ■

ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE EN LOIRE-ATLANTIQUE

que le naturel, la gauche, revienne au galop !

Claude Evin à nouveau devant les électeurs, les 12 et 19 septembre. Sur le terrain, les contacts semblent plutôt rassurants. Espérons que cette circonscription de gauche se réveillera.



▲ *Pour reconquérir son électorat, Claude Evin joue la proximité.*

"Un député de chez nous pour mieux nous défendre." Depuis quelques semaines, déjà, les affiches de Claude Evin portant ce slogan couvrent la huitième circonscription de Loire-Atlantique. Les militants socialistes sont dans les rues, les réunions publiques sont mises en place et le candidat se trouve sur le terrain à la rencontre de ses électeurs.
Il est vrai qu'il n'y a pas de temps à perdre. Ces élections législatives partielles auront lieu les 12 et 19 septembre, tout de suite après les vacances.
La campagne aura été forcément brève, à une période peu propice, en pleine rentrée, les gens ayant souvent d'autres préoccupations. Autre handicap, et ce n'est pas le moindre, les électeurs de cette circonscription ne savent pas toujours que l'élection d'Etienne Garnier (RPR) a été annulée et qu'il faut voter à nouveau. Il règne donc une certaine confusion à laquelle il faut mettre fin. Une partielle ne créant aucun enjeu national, la participation reste une réelle incertitude.

INVALIDATION POUR UN TRACT MENSONGER

En mars dernier, Etienne Garnier avait devancé le candidat socialiste de 234 voix seulement. Or, la veille du second tour, un tract violent et mensonger à l'encontre de Claude Evin, l'assimilant à l'affaire du sang contaminé alors qu'il n'a jamais été mis en cause, avait été distribué massivement dans cette circonscription par "Action Santé", une association proche du RPR. Le Conseil constitutionnel a jugé cette action déloyale et l'élection a été invalidée fin juillet. Sur la centaine de recours déposés au Conseil constitutionnel, cette élection a été la première annulée et la nouvelle élection fixée très tôt. D'autres décisions sont attendues.

TRADITIONNELLEMENT A GAUCHE

Cette circonscription, à la fois urbaine et rurale, a toujours été très à gauche, avec une forte tradition ouvrière militante et syndicale. Le Parti communiste reste assez bien implanté (il détient deux communes). En mars, son candidat avait obtenu 14%.

Chantiers navals, aérospatiale et port constituent l'essentiel de l'activité économique. Les dockers de Saint-Nazaire, encore nombreux et autonomes, ont été les premiers à négocier lors de la réforme de leur statut, en 1992. "La situation de l'emploi s'est dégradée au fil des ans, explique Claude Evin. Malgré tout, ces dernières années, il y eut des créations d'entreprises, mais ce n'est pas suffisant. Le tissu économique n'est pas assez diversifié et le taux de chômage reste élevé : 20% à Saint-Nazaire, 18% dans la circonscription."
En mars, l'ancien ministre de la Santé a subi la sanction des socialistes, comme partout. Aujourd'hui, quand Claude Evin discute avec les électeurs, ils lui confient : "On a voté blanc en pensant que ça ne risquait rien." Dans ce bastion de gauche traumatisé, le candidat socialiste espère que cette invalidation provoquera un réveil, un électrochoc. Il est assez confiant. A chaque rencontre, les propos sont rassurants : "On va voter pour toi, cette fois-ci". "Chassez le naturel et il revient au galop", ironisent les socialistes locaux. Visiblement, la situation affole le candidat RPR, qui multiplie encore une fois les critiques excessives contre Claude Evin dans son journal électoral, et use de propos extrémistes. Il organise presque chaque soir un meeting avec un membre du gouvernement. Jacques Chirac doit même venir entre les deux tours. Ce déploiement d'artillerie lourde risque fort de provoquer un effet contraire à celui recherché. De plus, Claude Evin est ici chez lui, il connaît bien les préoccupations et les réalités locales. Il est conseiller municipal à Montoir-de-Bretagne. Le candidat RPR n'est pas de la région.
Mais les forces socialistes ne sont pas mobilisées à plein. Le maire de Saint-Nazaire, Joël Batteux, ancien socialiste, a rejoint le Mouvement des citoyens. En mars dernier, il avait pris position contre le candidat socialiste en disant "Evin-Garnier, c'est pareil." Pour l'instant, il ne semble pas s'exprimer sur cette élection partielle. Il reste inerte dans la campagne. La présence de Jean Fabry, premier adjoint de Saint-Nazaire, comme suppléant de Claude Evin, suffira-t-elle à recréer l'élan ?
Pour reconquérir son électorat, Claude Evin joue la proximité. Il est présent sur les parkings des grandes surfaces, expliquant pourquoi il faut revoter. Il se déplace dans les communes, insistant sur les enjeux locaux de cette élection, invitant les gens à se mobiliser. Il parle de l'emploi, de la Sécurité sociale, met en avant la nécessité de renouer le lien entre le monde social et le monde politique, proposant notamment que les députés rencontrent régulièrement les associations pour débattre sur les sujets évoqués en section parlementaire.
Après cinq mois de gouvernement Balladur, cette élection va apparaître comme un premier test. Claude Evin en est conscient : "Les gens semblent prêts, localement, à voter socialiste, mais est-ce que cela traduit une confiance au plan national ?" Une partielle ne fait pas le printemps, surtout en septembre. Les socialistes se souviennent de 1981. Mais la mobilisation a commencé.

Chrystie Lipani

COHABITATION

droit d'asile et Conseil d'Etat

Sur l'épineuse question de la modification du droit d'asile et des accords de Schengen, Balladur semble apparemment rangé à l'avis du président pour dédramatisant la question posée par Pasqua.



Après une semaine d'hésitations, de réflexions et de discussions à l'intérieur de la majorité, Matignon a rendu public, mardi soir, après un dernier entretien entre Edouard Balladur et François Mitterrand, un communiqué qui dédramatise la situation née de la difficulté soulevée cet été par le Conseil constitutionnel. Cette institution proposait d'y remédier par la loi. Depuis la mi-août, Pasqua, soutenu par Chirac et la majorité de la droite, affirmait avec force articles et discours que la révision de la Constitution s'imposait pour mettre ce texte fondamental en accord avec les lois votées en juin sur le droit d'asile (lire ci-contre). Le but recherché apparaissait certes de mettre les textes en conformité avec la volonté de la majorité de droite. Mais, dans les intentions de Pasqua, n'étaient pas exclues quelques malignités politiques : gêner le chef de l'Etat sans épargner le premier ministre. En effet, devant la montée en puissance extrêmement rapide de la personnalité du premier ministre et une cote de popularité en progression, l'aile droite du RPR est à la recherche d'accrocs dans la cohabitation et ne dédaignerait pas quelques croche-pieds politiques à Balladur. Forcer le président à mettre fin à son mandat, et ouvrir, pour la présidentielle, une brèche à Chirac, ne déplairait pas à certains.

Comme le lui proposait par lettre le chef de l'Etat, le premier ministre a décidé de consulter le Conseil d'Etat sur la possibilité de sortir des difficultés juridiques par une loi simple. Et non, comme il le prévoyait plus tôt, sur le texte lui-même de modification de la Constitution. Le premier ministre a donc suivi l'avis du président plutôt que l'avis de ses "compagnons". Cette affaire de la modification constitutionnelle du droit d'asile aurait pu ouvrir un conflit entre l'Elysée et Matignon en entraînant un débat dangereux sur l'immigration. Balladur a choisi de se ranger du côté du président. Apparemment du moins, car, en posant sa question, Balladur montre de quel côté il penche, celui de la réforme du droit d'asile. Poser la question, n'est-ce pas y répondre ? Il refuse toutefois d'entrer en conflit frontal avec l'Elysée comme il refusa de s'opposer au président avant l'été sur la prolongation de l'arrêt des essais nucléaires que le RPR aurait volontiers repris dans le Pacifique.

Le débat sur le droit d'asile pourrait ainsi perdre le caractère politique et passionnel que désirait lui donner Pasqua, pour se perdre dans les méandres de discussions juridiques et techniques.

Les socialistes avaient défendu le droit d'asile et rejeté l'opportunité d'une révision de notre constitution. "Inutile", lancait Michel Rocard, qualifiant cette initiative de "diversion". Laurent Fabius proposait déjà la consultation des magistrats du Conseil d'Etat sur ce point.

Quelle sera la force de cet avis ? Juridiquement, il ne s'imposera pas au gouvernement et aucune réponse n'est à exclure a priori. Il est encore possible qu'un débat s'engage sur la législation à l'égard des immigrés mais il s'agirait alors d'un de ces débats tacticiens dont notre classe politique a le secret.

Une chose apparaît manifeste : petit à petit, Edouard Balladur se construit un personnage en tentant de se placer à l'écart de l'emprise de l'appareil RPR. Ne ressemble-t-il pas, par certains points, au personnage que s'était dessiné en son temps Raymond Barre ? Rassurrant, faisant rêver à force de promesses, et apparemment détaché d'ambition présidentielle, l'actuel locataire de Matignon engrange la confiance d'une opinion inquiète qui attend pour juger.

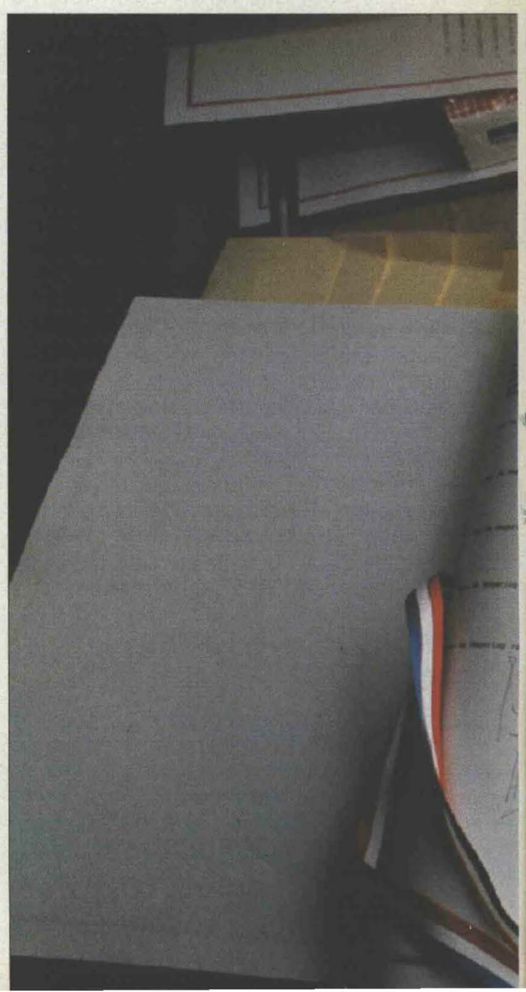
"Ce qui reste préoccupant, confiait Gérard Le Gall, en analysant les sondages devant le bureau exécutif, c'est la forte cote du premier ministre chez les électeurs de gauche, mais aussi la jeunesse." D'où les initiatives de campagne forte et d'affichage sur le thème de la régression sociale décidée par le Parti.

Lyne Cohen-Solal

R faut-il vrai

Les demandes d'asile satisfaites ne sont qu'un phénomène marginal de l'immigration que Pasqua veut ignorer. Il tente de masquer ses arrière-pensées politiques derrière un prétexte juridique bien mince.

Charles Pasqua a pris des huit articles refusés par le Conseil constitutionnel celui qui apparaissait le moins clair aux yeux du grand public. Histoire de continuer à agiter les peurs d'une invasion massive venus de l'Est et du Sud. L'amalgame entre droit d'asile et immigration clandestine est d'autant plus honteux que sous le gouvernement Rocard, comme le rappelait Patrick Weil dans "Libération", sans changer la loi, en modernisant et en accélérant les procédures, la France a fait diminuer de moitié le nombre des demandes d'asile satisfaites entre 1989 et 1992 : elles sont passées de 60 000 à 28 000. On ne peut pas prétendre, comme le laisse entendre Charles Pasqua, que la demande de droit d'asile soit aujourd'hui une filière d'immigration clandestine particulièrement productive.

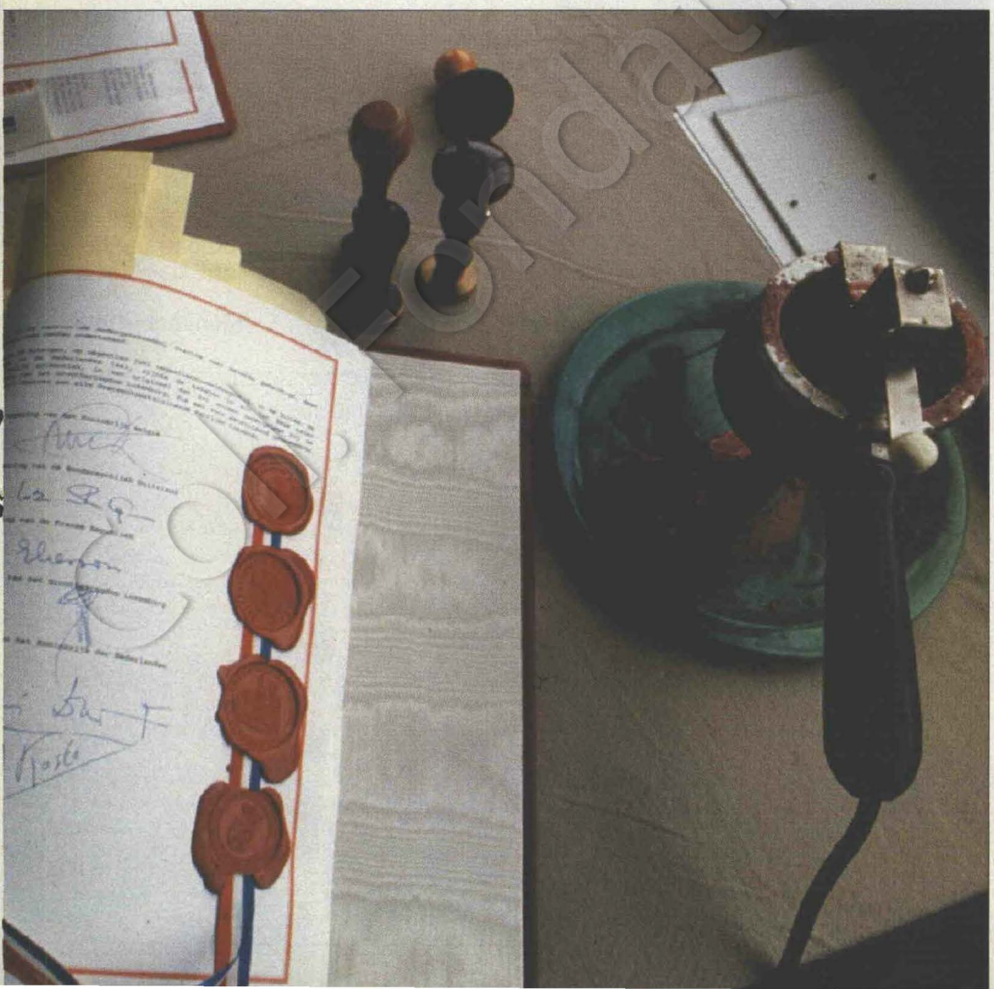


ESTRICTION DU DROIT D'ASILE

ment réviser la Constitution ?

Ceux qui ont mis sur le tapis la révision disent que la décision du Conseil constitutionnel censurant Charles Pasqua empêche l'application des accords de Schengen, qu'a signés François Mitterrrand. Ce n'est pas l'avis du Conseil, qui avait jugé, le 25 juillet 1991, ces accords conformes à la Constitution et qui, composés pratiquement des mêmes membres, n'a pas eu l'impression de se déjuger. Dans la majorité actuelle, on plaide que les accords de Schengen, pour éviter les procédures multiples, prévoyaient de déléguer à un seul Etat de la Communauté le traitement de la demande d'asile. Le Conseil constitutionnel a rappelé que le respect imprescriptible du principe du droit d'asile, inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946, "Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté", ne peut permettre, comme le prévoyait la loi Pasqua, de le priver d'un recours à l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) si le préfet rejette la demande. Ce qui interdisait, dans le cas d'une erreur sur la personne (homonymie, par exemple) le moindre appel à un juge français. Disposition du Conseil la plus contestée par la droite : une admission provisoire de séjour est accordée aux étrangers affirmant être "persécutés pour leur action en faveur de la liberté". Et Pasqua d'évoquer les 400.000 Est-Européens que l'Allemagne pourrait débouter, qui seraient ainsi tentés de venir en France et d'y rester en invoquant le préambule de la Constitution. En occultant le fait que le Conseil constitutionnel a accepté la notion de "demande manifestement infondée" ou de "recours abusif" qui, pour peu que l'on révise les procédures de traitement à la frontière, notamment celle de l'OFPRA, permettrait le refoulement. Les critères de cette "demande infondée" pouvent être l'état de démocratie du pays considéré. Aujourd'hui, on n'est pas persécuté pour son action en faveur de la liberté en Pologne et en Hongrie. Ces mesures ne nécessitent pas l'artillerie lourde d'une révision constitutionnelle. D'autant que l'article 29, alinéa 4, de la convention de Schengen autorise un nouveau traitement d'une demande d'asile "pour des raisons particulières tenant notamment au droit national" d'un pays de la Communauté. Mais les observateurs sérieux savent bien que ce dossier de la révision constitutionnelle n'est qu'un prétexte qui cache beaucoup d' arrière-pensées politiques.

B.C.



◆ OM-VALENCIENNES ◆

LES PYROMANES POMPIERS

Nous vivons une très étrange époque. Et la manifestation la plus probante de cette étrangeté est bien l'information télévisée. Vent de folie qui éclipse tous les autres événements nationaux ou internationaux -particulièrement les faits et gestes du gouvernement Balladur, comme la rencontre avec les syndicats sur le plan-emploi- l'affaire OM-Valenciennes bouscule toute logique. Depuis maintenant deux mois et demi, l'Olympique de Marseille et son principal dirigeant sont cloués au pilori à propos de ce que la télévision elle-même a baptisé "le feuilleton de l'été" (lire Vendredi n°197 p.9). Mais la décision de l'UEFA d'exclure le club marseillais de la prochaine Coupe d'Europe a fait opérer à nos chaînes un complet retournement. A voir le résumé des péripéties OM-VA, qui est devenu une "mince" affaire sur les différentes chaînes, on ne pouvait s'empêcher de penser que l'histoire est sujette à des réinterprétations. Mais d'habitude, ce ne sont pas les mêmes qui les font.



Il est vrai qu'on peut se demander sur quoi une bien légère UEFA a pu se fonder pour sanctionner aussi lourdement le club marseillais. Pas sur le dossier judiciaire qui ne lui a pas été transmis et qui est d'ailleurs loin d'avoir délivré une quelconque vérité. Ni sur le dossier vide de la Ligue française de football. Mais, de l'aveu même de cette instance, sur un dossier médiatique qui, lui, est particulièrement fourni ! La presse nous a ainsi joué une nouvelle interprétation du pyromane pompier. Il est vrai que les médias et l'UEFA n'ont pas le monopole de l'incohérence : à voir la tête des officiels français qui ne réclamaient pas, à Zurich, de sanctions -Fournet-Fayard a même écrasé une larme- et qui sont les mêmes qui avaient demandé à l'UEFA de surseoir à la participation de l'OM déjà tiré au sort pour rencontrer Athènes, on se dit que l'époque est vraiment à ceux qui ne savent pas ce qu'ils font. Et que c'est sans doute pour cela qu'on leur pardonne tant.

B.C.

"GERMINAL"

La Fondation Jean-Jaurès organise en avant-première la projection du film ***"GERMINAL"****, de Claude Berri,*

MARDI 28 SEPTEMBRE 1993 A 19h45 AU PALAIS DES CONGRES, PORTE MAILLOT

Envoyez votre inscription le plus tôt possible (les entrées vous seront transmises par retour en fonction des disponibilités).

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Souhaite recevoir ..... bon(s) de soutien x 35 francs = ...

Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de la Fondation Jean-Jaurès, 73 avenue Paul-Doumer 75116 Paris. ☎ 40.72.21.21

LA BAISSE DES IMPOTS

de qui se moque-t-on ?

Demain, paraît-il, la droite rase gratis. Enfin presque. En traficotant leur barême, elle affirme vouloir baisser les impôts. Comment ? Mystère ! Mais, d'après vous, qui paiera plus ? Pas les riches, c'est certain.

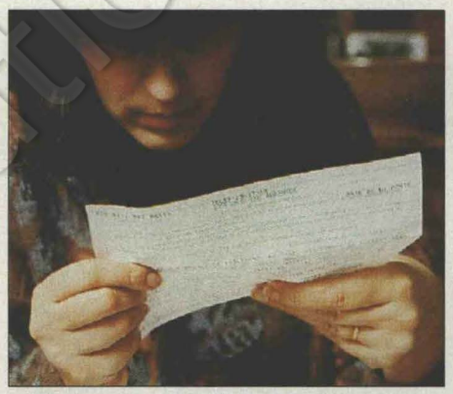
C'est superbe. Non seulement nous allons payer moins d'impôt dès l'an prochain, avec une diminution du nombre de tranches de treize à huit, mais cela va continuer. Devant le peuple admiratif des universités d'été du RPR, Nicolas Sarkozy, le ministre du Budget, est allé encore plus loin : les impôts vont baisser à nouveau en 1995 et le nombre de tranches sera alors ramené à cinq ou six. Qui dit mieux ? On attend une nouvelle annonce, pour 1996 cette fois. Mais on attend toujours pour savoir comment le gouvernement va s'y prendre pour réaliser, déjà, celle de 1994. Là-dessus, le silence est complet.

Depuis qu'elle est au gouvernement, la droite a découvert avec ravissement l'effet d'annonce. Elle s'en délecte, d'autant que, sur un sujet pareil, le succès est assuré. Les Français ont du bon sens, mais ils ont beau savoir que c'est grâce à l'argent des impôts que l'on peut construire des hôpitaux, des routes et des écoles, ils ont eux aussi envie de rêver. La manière balladurienne atteint ici des sommets. La main sur le cœur, elle affirme qu'aucun contribuable n'y perdra un centime : mais, à Bercy, on chuchote que certains y gagneront plus que d'autres. Qu'en termes galants, ces choses-là sont dites. Mais que signifient-elles ?

JUSTE, L'IMPOT ?

En principe, le prélèvement fiscal, en France, est progressif en fonction du revenu. En principe toujours, plus on gagne, plus on paie d'impôt. Mais, attention, tout dépend de la nature de ce que l'on gagne. Si c'est un salaire, on est imposé, grosso modo, en fonction du barême corrigé, éventuellement, du quotient familial. Si ce sont des revenus du patrimoine, il en va tout autrement. Selon le Centre d'étude des revenus et des coûts, 68% des profits de l'épargne liquide sont exonérés de l'impôt sur le revenu, tandis que ceux des valeurs mobilières (comme les actions ou obligations) ne sont soumis à l'impôt qu'au-delà de seuils très élevés, 8.000 F pour un célibataire, 16.000 pour un couple. Juste, l'impôt ? Les revenus des SICAV monétaires ont plus que triplé de 1989 à 1992, ceux du patrimoine en général ont augmenté de 8,7% par an. Demandez à un salarié, quel qu'il soit, si son pouvoir d'achat s'est accru d'autant.

De qui se moque-t-on ? On surimpose les salaires, d'autant plus qu'ils sont moins élevés car ils supportent plus lourdement les cotisations sociales.



Et on diminue d'année en année l'imposition du capital. La gauche elle-même a baissé l'impôt sur les sociétés, pour le moderniser et le mettre au niveau européen. Mais elle a institué, parallèlement, la CSG à laquelle sont soumis le capital et les revenus du patrimoine. C'est l'amorce d'une vraie réforme des impôts en France, d'un prélèvement proportionnel sur tous les revenus. La droite elle-même s'en est servi, en l'alourdissant. Mais, en rendant déductible son augmentation de l'impôt, elle en a dénaturé le sens. Son augmentation ne sert qu'à compenser la moindre rentrée des cotisations sociales, qui fondent sous le poids du chômage. Parallèlement, sous prétexte d'accompagner la reprise quand elle sera là, on diminue l'imposition des plus-values mobilières. Il fait meilleur être rentier, en ce moment, que salarié. Surtout avec une baisse des impôts poudre aux yeux, qui ne pèse rien face aux augmentations bien réelles des taxes, de la CSG, des cotisations.

EN FAIT, LES IMPOTS ONT, DEJA AUGMENTE

De qui se moque-t-on ? On tripatouille l'impôt, mais il n'est plus question d'une baisse de la TVA, pourtant rendue indispensable dans la perspective européenne. Cette baisse-là serait socialement plus juste. La TVA pèse sur tout le monde et, surtout, sur les catégories les plus défavorisées qui, elles, paient cette taxe sur la totalité de leurs revenus puisqu'elles sont obligées de les mobiliser intégralement pour payer leurs achats et n'ont pas la possibilité d'y échapper pour une part en épargnant.

Ce ne sont certes pas les petits qui ont les faveurs de ce gouvernement-là. En revanche, il a déjà multiplié les cadeaux aux patrons et il a baissé l'imposition des revenus du patrimoine. Et ces cadeaux-là ne sont pas de la poudre aux yeux.

Monique Grima

LA NEUVIEME CONFERENCE NATIONALE ENTREPRISES

◆ **REGRESSION OU COHESION SOCIALE ?** ◆

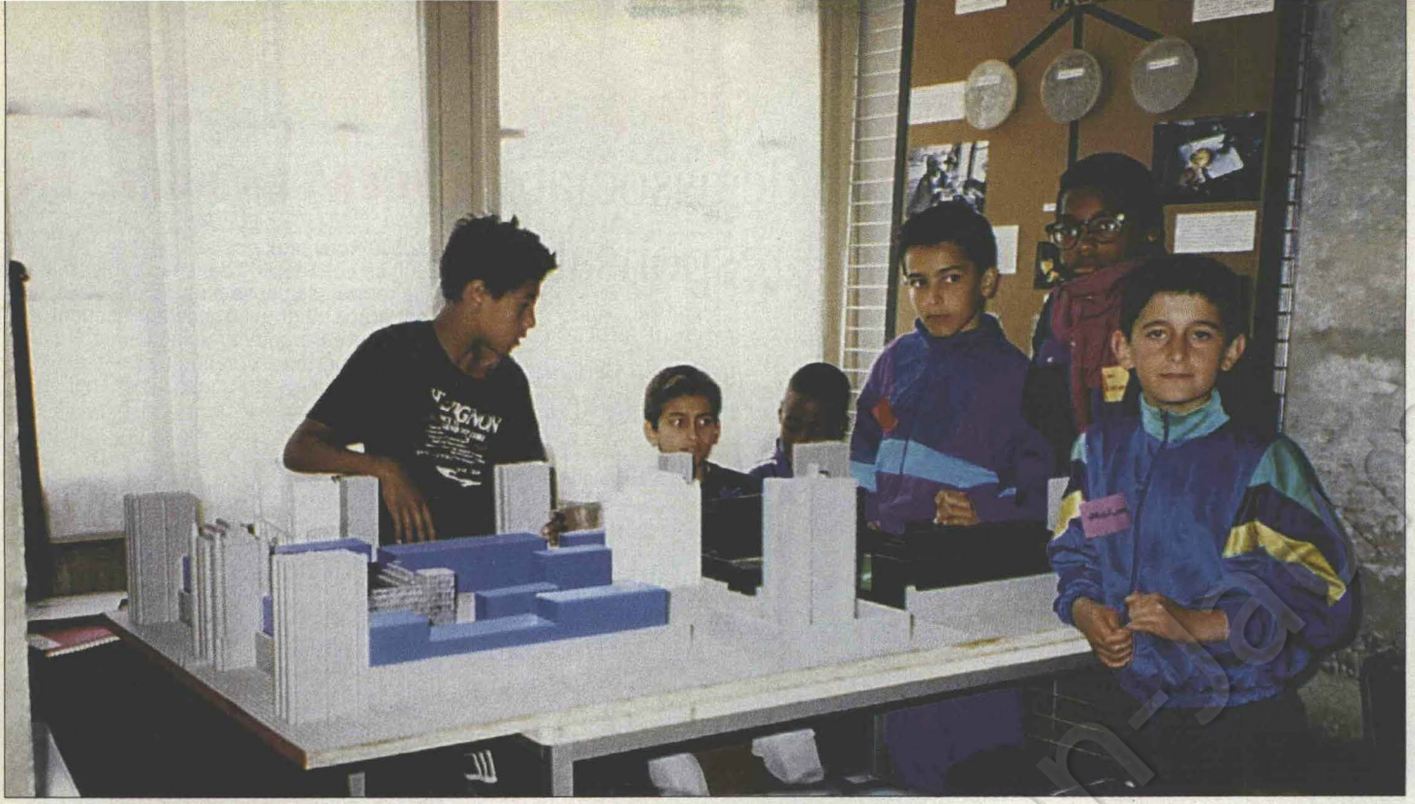
"Face aux dures réalités de ces dernières années, va-t-on proposer une politique de cohésion sociale ou se résigner à la régression sociale ?" C'est, pour Michel Debout, le responsable national du secteur Entreprises et Emploi, une des questions clefs auxquelles devront apporter des éléments de réponse les militants qui assisteront, les 2 et 3 octobre, à Orléans, à la neuvième conférence nationale Entreprises.

Pour cerner au plus près le thème de la conférence, "Modernisation, mondialisation : régression ou cohésion sociale ?", quatre ateliers sont prévus. Trois sont centrés sur la cohésion sociale : face à la mondialisation des échanges, à l'exclusion, à l'entreprise citoyenne. Ces thèmes, qui analysent l'attaque frontale dont sont victimes les salariés, sont au cœur de la bataille politique des socialistes.

Le choix du quatrième thème, "Pour un secteur entreprise acteur de la politique de transformation sociale", n'est pas innocent, tout comme le choix de la date de cette réunion, juste avant le congrès. Il représente, reconnaît Michel Debout, "un peu l'heure de vérité pour le secteur Entreprise". Le PS est-il convaincu que son avenir de parti de la transformation sociale est lié à son implantation dans l'entreprise ? Quelle forme doit prendre cette implantation ? "Les militants seront exigeants sur ce que proposera le Parti et la place qu'il est prêt à leur donner dans la période qui s'ouvre."

Les militants qui désirent s'inscrire à cette conférence doivent se faire connaître de toute urgence en téléphonant au 45 56 77 97 ou au 45 56 79 15.

M.G.



▲ *Atelier d'architecture au château de Vincennes. Beaucoup de ces enfants n'étaient jamais sortis de leur banlieue.*

BONNEUIL (94)

intégration : le collège joue et gagne

Pour cent trente-cinq élèves du collège Paul-Eluard, de Bonneuil-sur-Marne, la rentrée est... la suite des vacances. En accueillant l'été les enfants qui ne partent pas, l'équipe du collège est en train de réconcilier l'école avec les jeunes, les familles, le quartier.

Brune, vive, les yeux noisette pétillants, Laalia est rentrée en 6e comme on rentre chez soi. Il faut dire qu'elle n'arrivait pas en terre inconnue. La "petite de CM2" a passé toutes ses vacances au collège Paul-Eluard : "Je voulais savoir comment c'était, et puis je m'ennuyais toute seule à la maison. Le premier jour, j'avais un peu peur. Après, je connaissais tout le monde." Sur quelque huit cents élèves du collège de Bonneuil-sur-Marne (94), cent trente-cinq ont participé, cet été, à l'opération "collège ouvert"(1).

Lancée en 1991, l'initiative a été accueillie d'emblée avec enthousiasme par la principale, Françoise Cadart, qui y a vu l'occasion de faire évoluer les relations entre les jeunes, les familles, le quartier et l'institution scolaire. Intrusions de jeunes extérieurs, absentéisme élevé, difficultés pour rencontrer les familles, l'établissement, installé dans un grand ensemble, était au cœur de phénomènes de violence. L'année précédente avait même connu un incendie volontaire et plusieurs agressions à main armée.

Au départ, il pouvait sembler paradoxal de faire venir à l'école pendant les vacances des jeunes qui, précisément, s'y sentaient mal pendant l'année. Pourtant, trois ans après, tous les acteurs plébiscitent l'opération. Enfants, parents, enseignants vivent la rentrée différemment. La vie même du collège s'en trouve transformée : "Dès la première année, des élèves absentéistes sont venus, souligne Françoise Cadart, et ils se sont réinsérés ensuite dans la scolarité. Les attaques sur les bâtiments se sont arrêtées. L'établissement a cessé d'être l'exutoire de l'agressivité du quartier."

DES PROFS AMIS, PARIS ET LA MER

La principale ne s'est pas contentée de transformer son collège en centre de loisirs pour enfants qui ne partent pas. Le matin est consacré au soutien scolaire. Six enseignants et des animateurs font travailler par petits groupes les jeunes en fonction de leurs besoins et de leurs demandes. Rachida, qui entre en 3e, avait choisi de faire de l'anglais : "L'ambiance est très différente. Le prof est comme un ami." "Pendant l'année, il est là pour nous noter. L'été, pour nous aider", renchérit Ouaria. L'après-midi, les activités sont multiples : football, basket, tennis, danse, musique, visites... Le plus souvent possible, les enfants sortent de leur banlieue pour Paris, où beaucoup ne sont jamais allés, la mer, que certains n'avaient jamais vue, la campagne, que la plupart découvrent, les châteaux de la Loire... Vingt-cinq nationalités cohabitent à Bonneuil : Algériens, Portugais, Turcs, Afghans... Beaucoup de familles, mal intégrées, n'osent pas sortir du quartier. Le collège apporte aux enfants une bouffée d'air qui libère l'horizon de tous. D'autant que Françoise Cadart ouvre aussi son collège aux petits frères et sœurs de ses élèves. Du coup, les familles qui demandent aux aînés de garder les plus jeunes se sentent acceptées par l'école. Les mamans viennent goûter. Et tous se regardent différemment : "On voit des gamins qui roulent des mécaniques pendant l'année s'occuper très bien de leurs petits frères et sœurs. Cela change l'image que l'on a d'eux", constate Françoise Cadart. "Qu'on laisse le collège ouvert pour les enfants qui n'ont pas de vacances, que des professeurs leur consacrent une partie de leurs congés, c'est magnifique", applaudit Ruba, mère de quatre enfants. "Nous ne faisons pas de miracles, l'échec scolaire n'a pas disparu, précise Isabelle Millerand, professeur de français, mais, pour les enfants, l'école est devenue un lieu de vie."

L'opération "collège ouvert" a enclenché une dynamique qui transforme toute l'année. Désormais, dans les moments difficiles, les familles viennent, discutent. Pour avoir refusé de sacrifier à la tentation sécuritaire, préféré le dialogue à la répression sans renoncer à aucune des exigences fondatrices de l'école, l'équipe de Paul-Eluard est en train de faire avancer l'intégration tout en réconciliant un collège et son quartier.

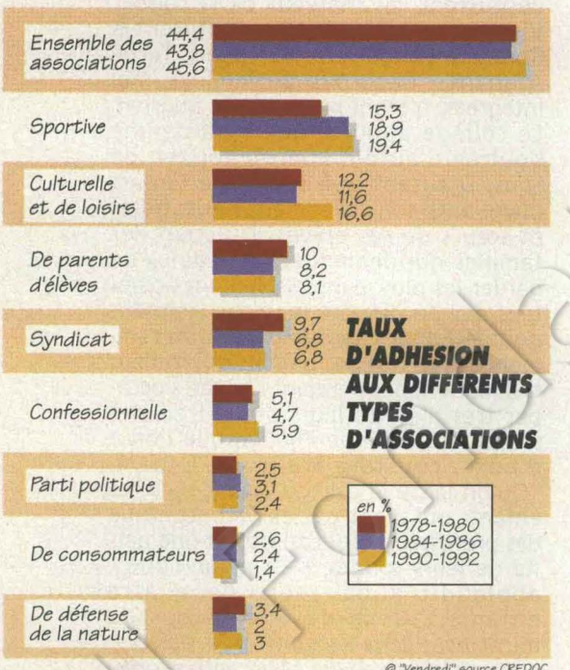
Patricia Jaffray

(1) 107 établissements ont participé à l'opération "école ouverte" en 1993.

un monde associatif adulte et responsable

Un taux d'adhésion stable, des adhérents plus mûrs et un intérêt accru aux questions d'emploi, de développement et d'exclusion. Ainsi évolue le monde associatif français.

Le monde associatif aurait atteint une sorte d'âge de raison. C'est la conclusion du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) au regard d'une enquête sur l'évolution des associations françaises depuis quinze ans. Age de raison parce que, si les créations ont été très nombreuses depuis 1975 (mais on connaît mal le nombre de décès), le taux d'adhésion reste quasiment stable : il est de 45,6%, soit près d'un Francais sur deux adhérant à une association. Age de raison parce que le double mouvement des années 80, qui avait vu la desaffection des associations militantes et l'essor des associations sportives, semble avoir cessé.



© "Vendredi" source CREDOC

Pour les premières, en effet, et le syndicalisme en particulier, la décennie 80 fut celle du reflux, le taux d'adhésion passant de 9,7% en 1978-80, à 6,8% en 1984-86 (voir schéma). Il s'est depuis stabilisé. "On peut seulement dire, commente Jean-Luc Volatier, du CREDOC, que plusieurs des indices des années 80 qui soulignaient une chute nette de l'engagement collectif, sont enrayés." Le deuxième enseignement de l'enquête est l'accroissement des adhérents d'âge mûr (plus de 40 ans). Une tendance que l'on observe, par exemple, dans les associations de protection de la nature ou de défense de l'environnement (qui n'ont pas connu de développement spectaculaire). Dans plusieurs types d'associations, et notamment militantes, le vieillissement relatif est dû à la moindre participation des plus jeunes (18-24 ans) "sous l'effet de la durée des études mais peut-être aussi parce que l'entrée dans la vie active devient plus difficile." Mais il n'est pas aisé de savoir s'il s'agit d'un effet d'âge (les jeunes adhérant moins) ou d'un effet de génération (la génération arrivant aujourd'hui à 40 ans ayant peut-être une plus grande culture associative).

D'un point de vue géographique, l'évolution des dernières années modifie un peu le portrait robot de l'adhérent type. En 1978-80, comme au milieu des années 80, il s'agissait d'un homme actif, plutôt diplômé et vivant en province. Les résultats récents montrent qu'il est devenu Parisien : 48,5% des habitants de la capitale se déclarent adhérents contre 45,6% pour la moyenne nationale.

COMBLER LES VIDES SOCIAUX

Des analyses plus fines du Conseil national de la vie associative (CNVA) montrent la croissance des associations de développement local et de celles liées à l'emploi. Mais, au-delà des évolutions quantitatives, c'est peut-être le rôle et la place du mouvement associatif dans la société qui est en train de changer. "A l'origine, l'association apparaissait comme un instrument au service d'une plus grande démocratie, note Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire général au Plan et lui-même militant actif d'associations (1). Maintenant, elle apparaît souvent comme un instrument nécessaire pour combler les vides sociaux." Dans un contexte de montée de l'exclusion, où l'Etat ne sait ou ne peut toujours répondre à des tâches nouvelles, comme l'insertion, "on assiste à une multiplication des appels à l'aide en direction du secteur associatif." Des appels probablement durables, qui pourraient exiger que nous changions notre regard, "souvent empreint d'une légère commisération" sur le monde associatif, et lui permettre de devenir, selon le souhait de Jean-Baptiste de Foucauld, "un moteur de citoyenneté".

Maryline Trassard

(1) "Les Associations à l'épreuve de la décentralisation. Bilan 1991-1992." La Documentation française.

BREF... EN BREF... EN

■ 2.500 nouveaux postes en lycée, 2.000 en collège, 600 dans les écoles. Si la rentrée se passe plutôt bien, c'est grâce au gouvernement précédent et "à Pierre Bérégovoy qui a décidé la plus importante création de postes jamais réalisée", a rappelé Jack Lang.

■ 1.390,13 F en 6e, 2.882,22 F en 2nde et jusqu'à 4.927,21 F dans les filières techniques industrielles, tel est le coût de la rentrée 1993 selon la Confédération syndicale des familles (CSF) qui souligne une augmentation de 1,72% pour les fournitures, 3% sur les livres et 3,6% sur les vêtements.

■ 501.400 élèves du primaire ont bénéficié d'un enseignement de langue vivante en 1992-1993, soit 38% des enfants de CM2 et 16% de ceux de CM1.

■ 2% des collégiens se sont vus proposer de la drogue à la sortie de leur établissement contre 98% à qui cela n'est jamais arrivé et 98% n'ont jamais été confrontés à la violence : un sondage IFOP pour le magazine "Okapi" qui balaie les idées reçues, souvent noires, sur nos collèges.

■ La semaine de quatre jours serait "globalement positive" mais tendrait à creuser le fossé entre les enfants favorisés, bénéficiant d'un entourage familial disponible, et les plus défavorisés, abandonnés à eux-mêmes pendant ce temps libre supplémentaire (étude menée pour la ville de Lyon).

"Vendredi"
1 an : **270 F**
DOM-TOM / CE : **400 F**
Autres pays : **600 F**

"Vendredi" + "Vendredi-Idées"
1 an : **350 F**
DOM-TOM / CE : **500 F**
Autres pays : **700 F**

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....
.....

Ma presse, j'y tiens, je la soutiens !

A renvoyer à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07.

Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande-adresse.

Votre courrier

FAUSSE THEORIE

On rejette souvent le plan quinquennal du gouvernement parce qu'il conduit à une régression sociale. Cela n'est que trop vrai. Mais le plus grave n'est pas là, car une régression pourrait être annulée plus tard à l'aide de quelques lois. En fait, ce plan n'est que l'application sans imagination de la théorie économique néoclassique qui a conduit, après le krach de 1929, à la grande crise qui, partie des Etats-Unis, a déferlé sur le monde avec d'énormes dommages humains et, finalement, l'arrivée de Hitler.

En France, le diagnostic néoclassique est simple : la récession provient de la rigidité de l'économie et, notamment, des lois sociales qui briment les entreprises, à cause de ces scélérats de démagogues socialisants (Giscard, de Gaulle, etc.) et, finalement, des socialistes.

Redonner la liberté aux entreprises, alléger leurs charges, c'est la solution. Il faudrait bien sûr abaisser considérablement les salaires, supprimer le SMIC et, si ne manquait le courage, supprimer les allocations de chômage. La théorie montre que le chômage est provoqué par des salaires trop élevés. Stupidement, les salariés préfèrent être chômeurs que moins payés : ce sont, en fait, des chômeurs volontaires. Devant des salaires trop élevés, les entrepreneurs préfèrent acheter des machines et le chômage s'installe. Jusqu'au moment où, sauf intervention d'un gouvernement démagogique, les salaires baissent suffisamment pour que les entrepreneurs embauchent et arrêtent d'investir en machines, leur prix devenant trop élevé par rapport à celui du travail.

En fait, comme l'a dit Marx : "La classse dominante présente son intérêt particulier comme étant l'intérêt général." L'intérêt évident, dans l'immédiat, des entrepreneurs aveugles, est de payer moins cher la main-d'œuvre et d'être parfaitement libres. Donc, c'est l'intérêt de la nation.

Mais Balladur n'est pas fou. Il ne peut appliquer jusqu'au bout une telle théorie. D'où les tiraillements à l'intérieur de la majorité.

Il en est de même des abaissements des taux d'intérêt qui sont à l'avantage manifeste des entreprises mais qui vont conduire (et ont déjà conduit) aux dévaluations progressives du franc étant donné les taux d'intérêt à peu près "ne varietur" allemands. Mais la théorie indique, équations à l'appui, qu'avec un loyer de l'argent plus faible, les entreprises vont investir, ce qui créera des emplois et fera repartir la machine.

Or, il est bien évident que l'on ne fait pas boire un âne qui n'a plus soif. Les entreprises n'investissent en capacité de production -investissements qui, seuls, créent des emplois- que lorsque leurs débouchés sont plus grands. Le seul effet sera de précipiter certains investissements de modernisation qui conduisent, actuellement, au débauchage.

Tout cela n'est pas simplement antisocial mais parfaitement insensé. Mais "les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre."

Le malheur, c'est que la population souffre et que ce pourrait être le monde si la France était une grande puissance ou si cette politique (thatcherisme) était suivie partout.

GEORGES DELANGE-DUCAROY
(61) Saint-Hilaire-sur-Erre.

QUELLE FRANCE ?

"Adieu la gauche, la France revient."

C'est en ces termes que la nouvelle majorité a salué l'échec de la gauche aux dernières législatives. Curieuse conception de l'alternance démocratique ! Faut-il vraiment s'en étonner de la part de ceux qui considèrent que la présence de la gauche au pouvoir ne peut être qu'illégitime ? Personne n'a le monopole de la France, de l'amour de son pays, de l'émotion quand retentit notre hymne national.

Le temps est venu, après plusieurs mois d'exercice du pouvoir, de dresser un premier bilan de l'action du gouvernement.

Quelle France est revenue ?

Une nouvelle Assemblée à peine installée, un gouvernement à peine nommé, s'empressent, non pas de régler les grands dossiers de l'heure (emploi, construction de l'Europe) mais de donner des gages à la fraction la plus conservatrice de sa majorité : réforme du Code de la nationalité, contrôles d'identité, conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, abrogation de la loi Falloux, etc.

Notre politique en matière d'immigration doit s'inscrire dans le cadre de nos traditions et des principes de notre République. Intégrer ceux qui vivent régulièrement sur notre sol Maîtriser les flux migratoires.

Mais la nécessaire maîtrise des flux migratoires ne doit pas avoir pour conséquence la mise en cause de la sécurité juridique des droits des étrangers qui vivent légalement sur notre sol. L'immigré ne doit pas servir de substitut à tous les maux dont souffre notre société. A l'évidence, les textes sur les contrôles d'identité, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, la réforme du Code de la nationalité portent gravement atteinte aux valeurs qui fondent notre démocratie et, par conséquent, représentent une grave mise en cause de la longue tradition française d'intégration dans laquelle l'école joue un rôle clef.

Précisément, l'école restera-t-elle le lieu privilégié d'intégration qu'elle doit être ? Comment, désormais, faire partager aux enfants les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité qui fondent notre République alors qu'on légalise le délit de faciès ? Comment enseigner la tolérance, la solidarité, à des enfants alors que la communauté à laquelle ils appartiennent, déjà rejetée voire agressée, sera fragilisée encore un peu plus ? Comment parler d'intégration à des élèves nés en France, scolarisés en France, alors que l'on introduit une discrimination inacceptable entre les enfants d'une même école selon qu'ils sont issus de parents français ou étrangers ? La solidarité consiste à écouter pour comprendre, à tendre la main pour aider celui qui est en difficulté et non pas pour lui demander ses papiers.

N'y avait-il pas d'autres urgences à traiter ? Si le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel de la loi sur les contrôles d'identité, il a, également, mis en garde contre une pratique de contrôles généralisés et discrétionnaires qui serait incompatible avec le respect de la liberté individuelle. En outre, il a déclaré non conformes à la Constitution huit articles du texte de loi sur la maîtrise de l'immigration. Il a jugé, en effet, que le texte comporte des atteintes excessives aux droits fondamentaux de la personne. Ainsi, pour les neuf sages, comme pour les Eglises, un étranger est d'abord un homme porteur d'une dignité, de sa dignité. Cette décision du Conseil constitutionnel a suscité de vives réactions dans les rangs de la majorité.

On dénonce le retour du droit de veto, le gouvernement des juges, la mise en cause de la souveraineté du peuple. On fustige le rôle du Conseil constitutionnel. Ne soyons pas dupes ! N'oublions pas que le Parlement n'est réputé exprimer la volonté nationale que dans le respect de la Constitution. Ne faut-il pas rappeler que le Conseil constitutionnel a été institué dans le cadre d'un référendum adoptant la Constitution de la Ve République ? Est-il besoin d'affirmer que prétendre, qu'en agissant ainsi, le Conseil constitutionnel empêche le gouvernement de mettre en œuvre son programme, est une contre-vérité ?

Qui parle au nom de la France dans la majorité actuelle ? S'agissant de l'Europe, Edouard Balladur, partisan du traité de Maastricht, ou Philippe Séguin, adversaire de ce même traité ? S'agissant de la réforme de la Constitution, Charles Pasqua ou Giscard d'Estaing ? Pas facile de savoir !

Une chose est sûre, après quelques mois de gouvernement, le masque consensuel dissimule de plus en plus mal le conservatisme étroit qui caractérise l'action du gouvernement.

JACQUES VUILLEMIN
(25) Besançon.

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ;
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56... (précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57) Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

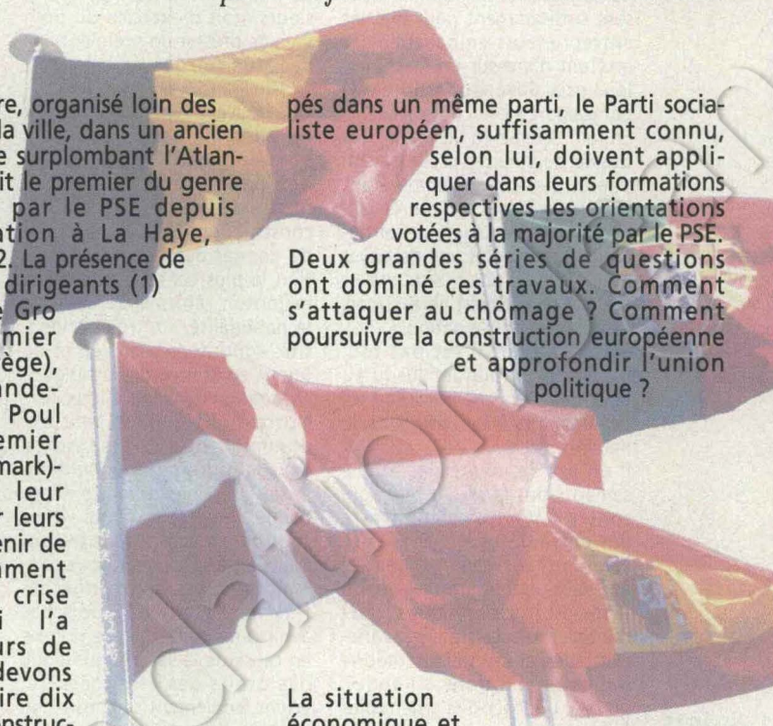
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Illustration : P. Lechien (couv.) ; S. Ferry / Gamma (pp. 6/7) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 147.000 ex.

les socialistes européens à l'offensive

Les dirigeants du Parti des socialistes européens (PSE) se sont retrouvés les 4 et 5 septembre à Arrabida, au Portugal, pour réfléchir à l'avenir de la CE.



Ce séminaire, organisé loin des bruits de la ville, dans un ancien monastère surplombant l'Atlantique, était le premier du genre organisé par le PSE depuis sa fondation à La Haye, en novembre 1992. La présence de presque tous les dirigeants (1) -à l'exception de Gro Brutland (premier ministre de Norvège), John Smith (Grande-Bretagne) et Poul Rasmussen (premier ministre du Danemark)- témoignait de leur besoin d'échanger leurs réflexions sur l'avenir de l'Europe, notamment après la grave crise monétaire qui l'a secouée au cours de l'été. "Nous ne devons pas laisser détruire dix ans d'efforts de construction européenne par les spéculateurs et les banquiers", confiait le nouveau dirigeant du Parti socialiste italien (PSI).

De son côté, Michel Rocard, accompagné de Gérard Fuchs, jugeait ses contacts informels "absolument essentiels" pour que les responsables nouent des liens d'amitié et de confiance et comprennent mieux les réactions diverses (voire divergentes) des uns et des autres en fonction des réalités de chaque pays. "Beaucoup de ces dirigeants sont des amis de longue date et je me trouve ici dans mon milieu naturel", confiait encore le président de la direction du PS français, qui estimait en outre nécessaire que se retrouvent ceux qui, groupés dans un même parti, le Parti socialiste européen, suffisamment connu, selon lui, doivent appliquer dans leurs formations respectives les orientations votées à la majorité par le PSE.

Deux grandes séries de questions ont dominé ces travaux. Comment s'attaquer au chômage ? Comment poursuivre la construction européenne et approfondir l'union politique ?

La situation économique et sociale dans la CE, et notamment la montée du chômage, est l'un des principaux sujets de préoccupation des socialistes. Tous l'abordèrent dans leurs interventions. John Hume, leader des socialistes irlandais, remarquait que "l'évolution technologique bouleverse un monde que nous appréhendons trop souvent encore avec d'anciens schémas et qui modifie pourtant le rapport emploi-chômage." Ce que ne contredisait pas Willy Claes, le président du PSE, qui, dans son entretien avec la presse, relevait, lui aussi, la nécessité "d'adapter, par un travail en profondeur, nos conceptions doctrinales aux défis structurels auxquels sont confrontées les économies des pays membres de la CE." Michel Rocard, pour sa part, développait l'analyse généralement partagée selon laquelle "canaliser les lois du marché et relancer la croissance ne suffisaient plus pour endiguer le chômage. Face aux excès du libéralisme, et pour maintenir l'équilibre social, il est indispensable de restaurer l'autorité des collectivités publiques (régionales, nationales, internationales) en l'occurence européennes."

Les responsables socialistes européens chargèrent Ingvar Carlsson, l'ancien premier ministre suédois, de présenter, dans les prochaines semaines, des propositions concrètes de lutte contre le chômage -qui seraient débattues lors d'un prochain conseil- à partir d'une analyse du triptyque croissance-compétitivité-emploi.

Sur le deuxième point, les dirigeants socialistes européens présents se sont retrouvés sur la nécessité d'avancer vers l'union politique. Philippe Busquin, chef de file du PS belge, prônait son accélération. Même écho au PS autrichien, qui milite pour l'adhésion rapide de son pays à la CE. Michel Rocard démontrait que "la crise financière avait mis fin à l'idée qu'on pouvait faire l'union européenne en circonvenant l'inertie du politique par les interdépendances techniques. Autrement dit, on ne fera pas l'union économique et monétaire sans une reprise de la construction européenne sur le terrain politique et sans que les pays européens définissent, au préalable, pourquoi ils souhaitent cette union et les objectifs qu'ils lui assignent. Il proposait de mener, avec d'autres, une réflexion sur ce thème devant déboucher sur la définition "d'un projet social-démocrate pour l'Europe."

Enfin, les participants se sont félicités de l'accord historique de paix entre Israël et l'OLP. En présence de Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, ils ont rappelé le rôle important joué depuis des années par cette organisation (et en son sein, notamment, les partis européens) pour rapprocher les deux parties *(cf ci-dessous)* mais aussi le rôle à jouer pour soutenir cette démarche.

Une façon de reprendre à leur compte le souhait du chancelier social-démocrate autrichien, Franz Vranitzky, de voir les socialistes "reprendre l'offensive" et marquer de leur empreinte l'avenir (menacé) de l'Europe.

Ghislaine Toutain

◆ **LES SOCIALISTES EURO**

Les dirigeants du Parti des socialistes européens, lors de leur rencontre à Arrabida (Portugal), se félicitent des progrès historiques effectués vers un accord au Moyen-Orient et expriment leur espoir qu'un règlement final de paix puisse être conclu. Ils souhaitent particulièrement souligner le courage dont ont fait preuve le gouvernement israélien, dirigé par les travaillistes, et l'OLP, qui ont mis de côté une longue histoire d'antagonisme et de haine pour le plus grand bien de l'ensemble de la région. En dépit de périodes pendant lesquelles de sérieux risques d'une rupture complète du dialogue ont existé, des canaux de communication ont été maintenus entre les Arabes et les Israéliens. Pour une large part, cela est dû aux efforts de dirigeants socialistes comme Willy Brandt et Bruno Kreisky (et plus récemment, du Part travailliste norvégien) qui, à travers l'Internationale socialiste, ont contribué au processus long mais fructueux d'établissement de la confiance qui a culminé la semaine dernière par la déclaration de principe qui est une contribution majeure à un accord général dans la région. Il est maintenant de la responsabilité de la communauté internationale y compris la Communauté européenne, d'apporter

PROCHE-ORIENT

salam... shalom... la paix, enfin

Le dialogue direct Israël-OLP, si longtemps refusé, a bouleversé la donne au Proche-Orient. La paix, inimaginable hier, est enfin possible.

Depuis la révélation, le 30 août, d'un accord de paix secret "Gaza-Jericho d'abord", passé entre Israël et l'OLP, les événements se sont précipités, comme si l'histoire, figée pendant près d'un demi-siècle, voulait rattraper au plus vite le temps perdu. La reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP, et la signature de l'accord "Gaza-Jericho d'abord", attendues prochainement, constituent deux faits historiques majeurs qui marqueront la fin de ce siècle.

Certes, tout est loin d'être réglé. Dans les deux camps, les opposants à la paix mobilisent leurs forces. Dix organisations palestiniennes viennent de déclarer à Damas vouloir "poursuivre la lutte jusqu'à la libération de la Palestine." A Gaza, où le mouvement intégriste Hamas est très implanté, des affrontements violents se sont déroulés entre Palestiniens, faisant craindre de grandes difficultés dans l'avenir proche.

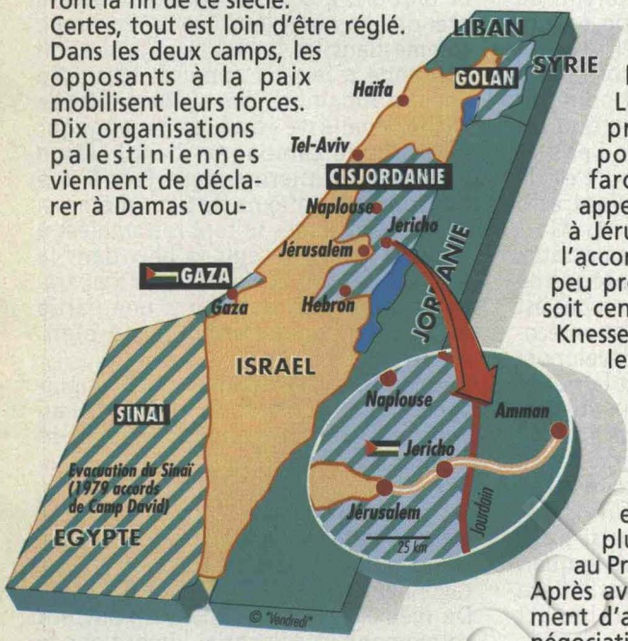
En Israël, la droite montre son vrai visage. N'hésitant pas devant l'escalade verbale, faute de solution de rechange crédible autre que le refus de la paix, parle de "trahison". Les extrémistes religieux renchérissent et certains appellent à "l'assassinat d'Arafat". Même le mouvement orthodoxe Loubavitch s'engage, pour la première fois, sur le terrain politique, aux côtés des plus farouches opposants. Le Likoud appelait des Israéliens à manifester à Jérusalem, cette semaine, contre l'accord, alors même qu'il apparaît peu probable que le gouvernement soit censuré dans quelques jour à la Knesset, certains de ses partisans ne le suivant pas dans cette voie suicidaire.

S'il ne faut pas sous-estimer la force et la persistance de ces oppositions, d'autres faits portent plutôt à l'optimisme et permettent de penser que plus rien ne sera comme avant au Proche-Orient.

Après avoir exprimé leur mécontentement d'avoir été tenues à l'écart des négociations secrètes en cours, la Syrie (du bout des lèvres) et la Jordanie ont fait savoir qu'elles ne feraient pas obstacle à l'accord "Gaza-Jericho d'abord", levant ainsi une lourde hypothèque sur la réussite du processus. De même, après des heures de discussions tendues, Yasser Arafat aura finalement arraché l'aval du Fatah, principale composante de l'OLP. Le comité exécutif de l'OLP, réuni le 3 septembre à Tunis, en a fait de même, malgré l'opposition ou l'inquiétude non dissimulée de certains de ses membres.

A son tour, le conseil ministériel du Conseil de coopération du Golfe (CCG) déclarait "accueillir favorablement le projet d'accord comme un règlement juste, durable et global de la question palestinienne et du conflit israélo-arabe", laissant ainsi supposer qu'il pourrait apporter une aide économique non négligeable.

Pendant ce temps, à Washington, les négociations bilatérales se poursuivent dans un climat cordial, qui a permis aux Israéliens et aux Syriens de progresser.



PEENS SALUENT LA PAIX ◆

sa contribution de façon à assurer un accord de paix durable. Il est clair que ce processus renforcera la sécurité de tous les pays de la région. Les dirigeants socialistes soulignent l'urgence pour la Communauté européenne et pour tous les pays européens d'examiner et de mettre en œuvre très rapidement des mesures concrètes qui contribueront à ce processus. Par exemple :

• renforcer l'accord de coopération existant avec Israël ;

• accroître l'aide directe financière et économique aux territoires occupés ;

• pourvoir au transfert technologique communautaire pour l'assistance technique dont la région a besoin ;

• promouvoir et garantir les investissements s'effectuant dans la région. Nous espérons que les autres pays, dans la région même, qui sont en position de le faire, contribueront au développement économique et social des territoires occupés. Il est évident que l'aide financière et économique provenant de la communauté internationale peut et doit être sensible dans la région et, en conséquence, nous espérons que la CE, ses Etats membres et tous les pays de l'Espace économique européen apporteront leur contribution.

LES GRANDES DATES DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

■ **14 mai 1948 :**
proclamation de l'Etat d'Israël fondé le 29 novembre 1947 par l'ONU, marquant la fin du mandat britannique sur la Palestine.

■ **15 mai 1948 :**
les armées arabes pénètrent en Palestine, poussées par la Grande-Bretagne.

■ **1948-1949 :**
première guerre israélo-arabe. Israël va voir son territoire grandir d'un tiers et l'Etat arabe prévu par l'ONU ne voit pas le jour. La moitié des Palestiniens quittent les lieux où ils vivent et deviennent des réfugiés.

■ **1964 :**
fondation de l'OLP, dont Yasser Arafat devient président en 1969.

■ **5 juin 1967 :**
la guerre des Six Jours éclate. Les Israéliens occupent Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Nouvelle vague de réfugiés. L'ONU adopte, cinq mois plus tard, la résolution 242 qui exige "le retrait des forces armées israélienne des territoires occupés."

■ **1970 :**
"Septembre noir". L'armée jordanienne lance une offensive contre les Palestiniens installés à Amman. Comprenant qu'ils ne peuvent rien attendre des Etats arabes, les Palestiniens s'engagent dans le terrorisme contre Israël.

■ **6 octobre 1973 :**
guerre du Kippour. Les Egyptiens passent le canal de Suez et pénètrent dans le Sinaï. Les combats sont violents et se poursuivent jusqu'au 25 octobre. Israël remporte la victoire militaire et occupe le Sinaï. Le 22, l'ONU adopte la résolution 338.

■ **13 novembre 1974 :**
Yasser Arafat prononce son premier discours devant l'ONU.

■ **mai 1977 :**
le Likoud (droite) arrive au pouvoir en Israël et développe les implantations de colons juifs dans les territoires occupés.

■ **19 novembre 1977 :**
Anouar-el-Sadate est le premier dirigeant arabe à se rendre à Jérusalem.

■ **17 septembre 1978 :**
signature des accords de Camp David par Menahem Begin et Anouar-el-Sadate. Le Sinaï revient à l'Egypte, les deux pays échangent des représentants (janvier 1980).

■ **6 juin 1982 :**
l'armée israélienne envahit le Liban. Tsahal pénètre à Beyrouth le 15 septembre. Les phalanges libanaises massacrent près de 15.000 Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila, les Israéliens laissent faire. L'OLP se réfugie à Tunis. Arafat y est sauvé par les soldats français.

■ **Décembre 1987 :**
début de l'Intifada (guerre des pierres) dans les territoires occupés contre les soldats israéliens.

■ **1988 :**
Yasser Arafat, déclare, à Paris, que les dispositions sur la destruction d'Israël contenues dans la charte de l'OLP sont "caduques."

■ **Janvier-février 1991 :**
guerre du Golfe. Saddam Hussein attaque Israël avec des Scud. Arafat soutient le chef irakien..

■ **26 octobre 1991 :**
après la guerre du Golfe, s'ouvre à Madrid la conférence de paix. Y siègent des représentants des territoires occupés. Les Palestiniens sont présents, non l'OLP en tant que telle.

■ **23 juin 1992 :**
la gauche israélienne remporte les élections. Rabin devient premier ministre.

■ **30 août 1993 :**
accord Israël-OLP sur l'option "Gaza-Jericho d'abord".

Il est certain que la signature de l'accord "Gaza-Jericho d'abord" et la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP vont permettre désormais l'aboutissement des autres discussions en cours.
La communauté internationale a salué chaleureusement l'espoir né d'un événement que l'on n'imaginait plus possible. Le conflit israélo-arabo-palestinien, le plus long et le plus passionnel de l'après-guerre, a engendré tant de guerres, de haines, d'incompréhensions et de peurs réciproques qu'il paraissait inscrit dans l'éternité. L'Egyptien Anouar-el-Sadate et l'Israélien Menahem Begin, qui avaient voulu forcer l'histoire en signant la paix à Camp David, en 1978, s'étaient heurtés au rejet violent de leur démarche, le premier devant payer de sa vie cet acte d'anticipation. Mais le Sinaï était rendu à l'Egypte et les deux pays avaient conclu leur reconnaissance.
Il faudra alors attendre la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe -dont ce n'était pas l'objectif mais qui en sera à l'origine cependant (notamment en raison du choix fait alors par l'OLP)- pour qu'à nouveau, sous la pression des Américains, s'ouvre une porte, encore étroite, vers la paix. Elle n'empruntera que partiellement les chemins tracés au départ, à Madrid, par les Etats-Unis. Les contact directs et secrets entre Israël et l'OLP se révéleront plus productifs que les vingt-deux mois de négociations officielles bilatérales, qui auront permis cependant de mettre à jour les vraies questions.

LE POIDS DU SOCIALISME

Dans cette victoire courageuse de la raison sur la passion, dans "ce moment de realpolitik tout à fait extraordinaire", que souligne Claude Cheysson, l'Internationale socialiste aura pris sa part. Comme le rappelaient Michel Rocard et Willy Claes à Lisbonne *(cf p. 12)*, une longue chaîne d'initiatives étalées dans le temps rassemblant, dans un même souci de parvenir à la paix, Bruno Kreisky, Willy Brandt (prix Nobel de la paix), François Mitterrand, Ingvar Carlsson et enfin Gro Brutland, premier ministre de Norvège, aura permis, d'une certaines façon, l'évolution parallèle, avant qu'elle ne se rencontre, des principaux protagonistes de la paix d'aujourd'hui. Shimon Peres, Itzhak Rabin, Yasser Arafat y auront peut-être puisé le courage de prendre la mesure des réalités de leur temps et de constater leurs points d'accord, après s'être combattus les uns les autres pendant si longtemps.
D'autres facteurs, tout aussi déterminants, expliquent les événements actuels. L'arrivée des travaillistes au pouvoir en Israël aura pesé lourd. Comme la situation économique et sociale très difficile de l'ensemble de la région, notamment dans les territoires occupés, où l'intégrisme islamiste puise ses racines, mais aussi en Israël.



Le Proche-Orient est désormais la seule grande région où aucun embryon de coopération ou d'organisation économique n'existe encore (à l'instar de l'ALENA, de l'ASEAN ou encore de la CE). Cette situation ne peut perdurer sous peine d'asphyxie, alors que les questions fondamentales de l'eau et des infrastructures de transport et de télécommunications ne peuvent être traitées que régionalement. Mais l'enjeu est aussi celui de la démocratie. La montée fulgurante de l'intégrisme islamiste dans les territoires occupés est en partie le fruit de cette situation économique catastrophique. Le développement rapide des territoires est la clef et l'enjeu essentiels de la paix future. L'accord "Gaza-Jericho d'abord" s'explique aussi par la reconnaissance de l'ennemi commun que constitue l'intégrisme islamiste, pour Israël comme pour l'OLP. Mais aussi pour l'Egypte ou l'Algérie, pays sur lesquels un recul sensible des intégristes à Gaza et Jericho pourrait avoir un impact positif.
Shimon Peres l'a bien compris qui, dès le lendemain de l'accord, rencontrait Jacques Delors pour obtenir le soutien financier de la CE puis François Mitterrand pour le confirmer.
Pour autant, tout reste à faire. Et d'abord aux deux communautés à prendre en main leur avenir. En Israël, comme dans les territoires, l'aspiration profonde à la paix apparaît tétanisée par la soudaineté des événements. Le Parti travailliste israélien va engager une grande campagne d'explication intérieure et internationale face à une opinion dans l'expectative, même si 150.000 personnes se sont rassemblées à Tel-Aviv pour soutenir la paix dans la sécurité. De son côté, Yasser Arafat travaille lui aussi à convaincre une partie de l'opinion palestinienne du bien-fondé de son choix.
Désormais, la paix ne peut que l'emporter et cette dynamique ouvrira au Proche-Orient, mais aussi dans un monde à la recherche d'un nouvel équilibre, une page nouvelle de l'histoire. Si le Proche-Orient s'organisait en communauté sur le modèle de l'Europe, se développeraient son économie, son rayonnement, sa civilisation, ses peuples. De même, les discussions qui s'ouvrent calmement et raisonnablement sur le statut de Jérusalem semblaient impensables, et pourtant... De quoi bouleverser totalement cette partie du monde.

G.T.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **Le groupe socialiste du Parlement européen a invité Yacer Arafat et Yitzahk Rabin à s'exprimer devant les députés, dans les prochains jours, à Strasbourg.**

■ Les quatre chercheurs d'or suspectés du massacre de seize indiens Yanomamis en août 1993 ont été placés en détention pour "crime de génocide".

■ **Le président haïtien en exil, Jean-Bertrand Aristide, en tournée en Europe -et notamment en France- au cours de laquelle il a rencontré François Mitterrand, a réaffirmé sa volonté de répondre par la non-violence aux actes de répression dont sont victimes ses partisans. Aux termes de l'accord de Governor Island, signé le 3 juillet, il doit retourner à Port-au-Prince le 30 octobre.**

■ Au Nicaragua, le dialogue national qui devait commencer le 13 septembre entre les divers courants politiques a été reporté sine die. De son côté, la CE a apporté son soutien à la présidente Violeta Chamorro "dans ses efforts pour mener à bien le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, y compris la garantie d'un contôle civil sur les forces armées".

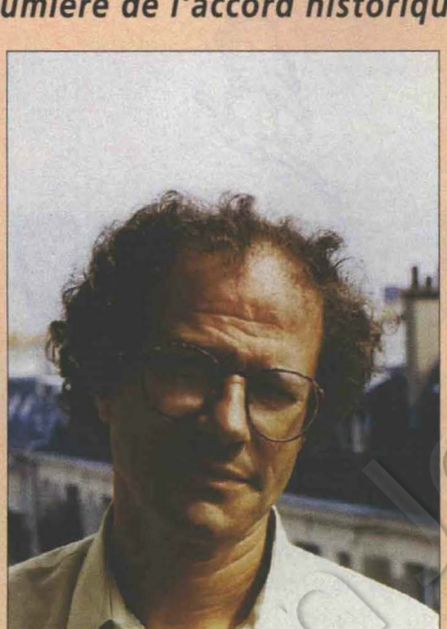
ILAN GREILSAMMER

Professeur de Sciences politiques en Israël, Ilan Greilsammer a été le maître d'œuvre du numéro de la revue "Autrement" : "Repenser Israël". Réflexions d'un Israélien pourfendeur de clichés à la lumière de l'accord historique OLP-Israël.

Vous insistez à la fois sur l'importance de la dimension morale dans la politique en Israël et du concept de sécurité...
En Israël, morale et politique sont interpénétrées. Ce pays est plongé dans une suite sans fin de débats sur le bien et le mal, le permis et l'interdit, le pur et l'impur, le propre et le sale. Réduire l'analyse politique à des marchandages d'intérêts oublie toute une dimension culturelle, affective et morale très importante. Il ne faut pas se méprendre sur la position de la gauche israélienne : elle pense qu'une solution doit être trouvée au problème palestinien, mais la préservation de l'existence de l'Etat d'Israël, sa sécurité, prévaudront toujours. Le philosophe Martin Buber répondait à l'apostrophe de Max Nordau à Hertzl, qui avait appris l'existence d'Arabes en Palestine : "C'est certain, nous causons du tort... Vivre, c'est causer du tort. Respirer, se nourrir, grandir, toutes les fonctions organiques vitales impliquent qu'on cause du tort. Tout le sens de la vie humaine, c'est d'être placé chaque heure devant la responsabilité suivante : je ne veux pas causer plus de tort que je ne le dois pour vivre." Enormément de choses séparent le Likoud de la gauche israélienne, en particulier l'attitude à l'égard de l'autre, de l'Arabe. Mais sur l'attachement à l'Etat d'Israël comme Etat du peuple juif qui doit être préservé en tout état de cause, il y a un consensus global en Israël.

Vous allez même jusqu'à dire que la sécurité fait l'objet de plus d'attention à gauche qu'à droite...
La droite israélienne a un langage grandiloquent, presque mystique : on trouve toujours cette idée d'Etat fort organique, la terre, l'exclusion. "Ils ne sont pas de chez nous." La gauche ne partage pas ce pathos mais, paradoxalement, les critères de sécurité sont plus importants pour elle. Le credo de la droite est que, de toutes façons, la nation vivra éternellement et elle ne veut pas faire de concessions territoriales. Pour la gauche, la sécurité d'Israël dépend d'un tas de considérations militaires, stratégiques, géopolitiques, qui ne se confondent pas avec l'appropriation du maximum de territoire. C'est une des raisons pour lesquelles on retrouve bien plus d'anciens officiers dans les rangs de la gauche que dans ceux de la droite.

Quelles sont vos réactions à l'accord "Gaza-Jericho d'abord" ?
Les événements actuels invitent à repenser le conflit israélo-arabe, à cesser de l'enfermer dans un carcan d'a priori. Le protocole d'accord a été une immense surprise pour tout le monde, les chercheurs, les intellectuels : il aurait pu être écrit par les mouvements pacifistes, les super-colombes d'un camp ou de l'autre. Qu'il ait obtenu l'aval de Rabin et d'Arafat fait rêver. Si on nous avait dit, il y a quelque mois, qu'Itzhak Rabin allait reconnaître l'OLP, on ne l'aurait pas cru. Je ne vois pas ce qu'on peut vouloir de plus, même si le cadre de Jericho et de Gaza peut paraître restreint, si on ne présage pas du droit au retour et de la question de l'Etat. Mais dire aux Israéliens : "La guerre est terminée, on peut passer au chapitre de l'entente, de la coopération, du dialogue", c'est énorme. Une fois que les Palestiniens auront reconnu non pas seulement le fait Israël, comme à Genève, mais le droit des juifs à un Etat sur une partie de la Palestine, on ne pourra plus retourner en arrière, même si le Likoud revient au pouvoir en Israël.



Par beaucoup de côtés, Palestiniens et Israéliens se ressemblent.

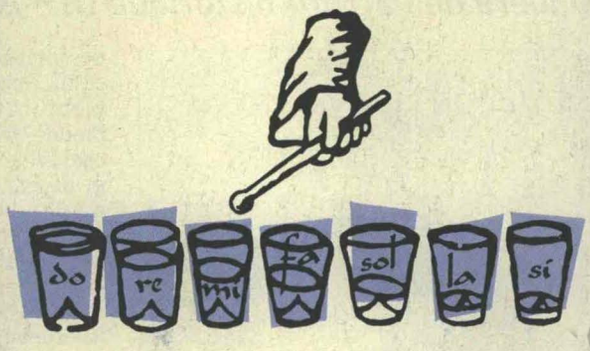
Comment des tabous aussi ancrés dans les deux camps ont-ils pu être soudainement brisés ?
C'est une évolution progressive. La direction de la centrale palestinienne est composée de gens qui ne sont pas très différents des intellectuels israéliens. Par beaucoup de côtés, Palestiniens et Israéliens se ressemblent. Les Palestiniens sont, au sein du monde arabe, la population la plus avancée, celle où l'on trouve le plus d'écrivains et de penseurs. Il y a des traits communs qu'une barrière historique a peut-être empêché de s'exprimer.
Le danger islamique a été prépondérant. La montée du fondamentalisme islamiste menace peut-être plus encore les Palestiniens que les Israéliens. Aujourd'hui, le rapport de forces entre l'OLP et les intégristes à Gaza est de 60%-40%. Si on avait attendu encore, Gaza riquait de passer entièrement à Hamas et au Djihad islamique.
Il y a quelques semaines, lorsque la délégation aux pourparlers de paix a menacé de démissionner, les Israéliens se sont aperçus que la direction de l'OLP était plus modérée que la délégation palestinienne, ce qui était contraire à toute l'argumentation qui privilégiait les Palestiniens de l'intérieur. Arafat avait donné aux Américains un document plus proche de ce que proposaient les Israéliens que les délégués. Les Israéliens ont compris que c'était la chance à saisir.

Vous avez l'air de redouter beaucoup plus ce qui peut se passer dans le camp palestinien que du côté israélien...
En Israël, il y a un Etat constitué avec une police, une armée parfaitement légaliste. Chez les Palestiniens, c'est beaucoup plus périlleux parce qu'il n'y a pas encore de structures capables de s'imposer. Les menaces physiques contre les dirigeants sont très réelles. Que ce passera t-il si des dirigeants comme Arafat, Fayçal Husseini ou Bassam Abou Charif sont assassinés ?

Les dirigeants de l'OLP ont-ils raison de penser que c'est le premier pas vers un Etat palestinien sous une forme ou une autre ?
Quand vous avez été le témoin de l'explosion d'affectivité qu'a provoqué la venue de Sadate à Jérusalem, vous ne pouvez jurer de rien. Aujourd'hui, l'idée d'un Etat palestinien est impensable en Israël. Si véritablement ce processus s'enclanche, les Isréliens diront-ils la même chose, l'année prochaine, à la même heure ? Pas forcément. Peut-être la confiance se développera-t-elle au point que certaines idées qui paraissaient aussi absurdes aux yeux des Israéliens que la reconnaissance de l'OLP feront leur chemin. Plus la coopération se fera et plus les chances d'un Etat palestinien seront grandes.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

L'harmonie sur toute la gamme



Pour étancher votre soif, vous réchauffer, lutter contre les pollutions quotidiennes, pour vous permettre de vous déplacer, de vous abriter, de vous soigner et de regarder la télévision : nous exerçons différents métiers. Nous maîtrisons de nombreux instruments.
Eau, Energie, Propreté, Transport, Logement, Bureau, Santé, Communication : pour orchestrer la musique de votre vie quotidienne, nous travaillons en harmonie.

GROUPE GENERALE DES EAUX

Collection Jean-Jaurès